

Lettre ouverte de travailleurs sociaux contre un Conseil Départemental ANTISOCIAL

Déjà présents en 2014, nous nous étions opposés à une décision du Conseil Général qui nous demandait de mettre à la rue les jeunes majeurs de plus de 19 ans que nous accueillions.

Au bout de 17 jours d'occupation continue du parvis, ponctuée de rassemblements quotidiens de plus de 300 personnes, nous avons fait reculer le conseil général et son Baron de l'époque, Pierre Izard. Notre détermination leur a fait comprendre que nous n'allions pas cautionner leur politique ignoble.

Deux ans après, rebelote, le nouveau conseil départemental socialiste tente à nouveau de faire des économies sur le dos des plus faibles. Non content de s'attaquer aux mêmes majeurs, il veut mettre fin à l'hébergement hôtelier des mères ayant des enfants en bas âge, et des mineurs isolés sans autre solution que la rue.

Par ces décisions, Georges Méric, fraîchement élu Pdt du Conseil Départemental malgré une condamnation pour fraude à la sécurité sociale, veut ainsi mettre à la rue près de 800 personnes.

Le groupe socialiste a avancé ses pions dans notre dos. Nous avons appris l'existence d'un nouveau projet par les syndicats, informés eux-mêmes moins d'une semaine avant le vote. Le CD nous promet des créations de places d'hébergements, mais nous savons qu'elles ne seront pas destinées aux personnes concernées, et que les dispositifs proposés vont être du low cost sans réelle garantie qu'ils existent vraiment un jour. C'est une incompréhension selon le CD31.

Nous voulions donc logiquement assister à la session publique de l'assemblée départementale du 12 avril 2016, et ce afin de dissiper le malentendu, nous avons dû mal comprendre... Le doute a été de courte durée. Nous avons trouvé porte close. Il y avait là face à nous 200 CRS et une trentaine d'agents de la brigade anti criminalité (et oui nous sommes des criminels). Ces même agents de la BAC ont « protégé » les élus socialistes jusque dans l'assemblée elle même, contre la population qui les a élus...

Nous restons déterminés à ne pas laisser le conseil départemental PS se désengager de son obligation de soutenir les plus vulnérables. Pour rappel, l'aide sociale n'a pas pour vocation d'être rentable. En revanche, dilapider de l'argent public dans le parc des expos (45 millions), le Stadium (6 Millions), ou les études sur la LGV (plusieurs millions pour seulement étudier la faisabilité) donne une idée des orientations politiques du PS 2016.

La mobilisation est importante, amplifions la, dans le nombre comme dans la détermination. Donnons nous les moyens de lutter :

- préavis de grève à déposer dans toutes les structures
- diffusion en masse
- détermination et créativité...

Syndiqués, non syndiqués, collectifs, personnes concernées. Nous ne pouvons laisser faire un conseil départemental qui se cachent derrière des CRS pour appliquer une politique antisociale. Ne nous trompons pas d'ennemi, et faisons lui face.

Soyons à la hauteur de l'attaque portée

**RDV MARDI 19 AVRIL A MIDI SUR LE PARVIS DU CD 31,
1 bd de la Marquette**

Collectif de lutte de 2014
collectifdelutte2014@gmail.com